

8rb 2200

*Petite Bibliothèque économique. — N° 2*

---

AUX TRAVAILLEURS

---

# La Grève !

PAR

PAUL DELESALLE

---

Prix : 0 fr. 10

---

PARIS

En vente aux Bureaux des « TEMPS NOUVEAUX »

140, RUE MOUFFETARD, 140

---

1900





AUX TRAVAILLEURS

---

# La Grève !

PAR

PAUL DELESALLE

---

Prix : 0 fr. 10

---

PARIS

En vente aux Bureaux des « TEMPS NOUVEAUX »

140, RUE MOUFFETARD, 140

---

1900



AUX TRAVAILLEURS

---

# LA GRÈVE!

---

L'un des faits les plus importants et les plus significatifs de notre époque est sans contredit la participation toujours plus active de la classe ouvrière à tous les mouvements qui ont pour but le bien-être moral et matériel des peuples.

Les grèves qui se multiplient chaque jour davantage et font leur apparition dans les corporations et dans les centres restés jusqu'alors les plus rebelles contraignent les travailleurs à s'occuper de cette question tant redoutée qu'on appelle : la *question sociale*.

Chacun se préoccupe de trouver un remède ou un palliatif. Beaucoup ne vont pas au delà des remèdes empiriques, mais tous s'accordent sur ce point, c'est qu'un certain nombre de problèmes économiques sont aujourd'hui posés universellement et que ces problèmes réclament une solution.

Pour déterminer nettement la situation ac-

tuellement faite à la classe ouvrière, il faut de toute nécessité connaître et comprendre la nature des rapports qui existent entre le capital et le travail.

Dans ses grandes lignes, l'histoire de ces rapports est simple. Au début, l'homme, animal sauvage, vécut, comme les animaux, de racines, de fruits et des produits de la chasse qu'il faisait aux animaux ses frères. Sous l'aiguillon du besoin, il apprit à tirer de la matière des instruments de travail de plus en plus perfectionnés. Et, produisant alors plus que pour sa subsistance, il mit en réserve une part du produit de son travail, qui, sous le nom de *capital*, devait lui servir à perfectionner toujours davantage son outillage. Seulement ce capital, au lieu de rester la propriété commune et indivise de tous les travailleurs, fut accaparé par les plus forts, les plus rusés, les plus intelligents, comme furent accaparés les matières premières, le sol, les forces naturelles et, d'une façon générale, tous les moyens de production.

Il n'est pas difficile de comprendre que, quand on possède les moyens de produire, on est le maître, non seulement de ces moyens de produire, mais par-dessus le marché de tous ceux qui les mettent en œuvre. En un mot,

quand on possède la machine, on possède l'ouvrier qui s'en sert.

Du jour où les moyens de produire sont devenus la propriété de quelques-uns qui, n'ayant rien produit, n'y avaient aucun droit ou, n'ayant pas plus produit que les autres, n'y avaient pas plus de droit, de ce jour, la société fut divisée en deux classes. L'exploitation de l'homme par l'homme devint une loi sociale, et toutes les institutions que l'on établit en vue de protéger l'ordre social aboutirent à consolider un état de choses qui, faux par sa base, n'était que le résultat d'une grande iniquité.

Les révolutions que l'on vit se produire à travers l'histoire de l'humanité, comme autant de protestations du droit naturel contre le fait du despotisme, n'ont guère, jusqu'à ce jour, changé que les mots : l'esclave est devenu serf, le serf salarié; ce qui n'est pas toujours un avantage, car, lorsque, esclave ou serf, le producteur appartenait à un maître, celui-ci avait tout intérêt à le traiter convenablement, puisqu'il représentait pour lui un capital, une richesse. Aujourd'hui, le salarié n'est assuré de vivre qu'autant que le capital a besoin de sa force-travail, et il peut s'en priver sans avoir à assurer sa subsistance. Si bien qu'en réalité la position du salarié moderne n'est pas plus en-

vable que ne l'était celle de l'esclave ou du serf des temps passés.

La forme et le nom ont changé, mais le fait est resté le même. L'édifice social aussi a bien des fois changé de nom, mais, en réalité, il est resté exactement le même, puisque, quoique s'étant transformé, l'exploitation de l'homme par l'homme dure toujours.

C'est que, dans un édifice reposant sur des fondements mauvais, il ne suffit pas de réparer le sommet; pour tout améliorer, il faut s'attaquer à la base elle-même. C'est précisément ce que toutes les révolutions jusqu'à ce jour ont oublié de faire.

Peu après la Révolution de 89 et même pendant la Révolution, l'on commença à rechercher et à dévoiler les véritables causes de tous les abus, puis, peu à peu, les masses populaires s'emparèrent de la pensée nouvelle et aujourd'hui le monde ouvrier s'affirme, en face du monde privilégié : le Travail veut briser ses chaînes.

\* \* \*

L'on prétend qu'il n'y a plus d'esclaves et que le salarié est libre vis-à-vis du capitaliste. — Voyons un peu. — La possession du capital est un privilège, et le travail humain, à moins

que de recommencer cette lutte longue et pénible qu'il livra et livre encore à la matière — ayant besoin, pour être fécondé, du capital, c'est-à-dire du travail d'hier, il s'ensuit logiquement que celui qui n'a que son travail est l'esclave de celui qui possède. Toutes les constitutions politiques qui prétendent garantir la liberté individuelle ne peuvent rien contre ce fait économique. Celui qui n'a rien est obligé de vendre sa force-travail à celui qui possède de quoi la faire fructifier. Ce n'est donc que lorsque le capital sera devenu la propriété commune des travailleurs, et non un privilège personnel, que la liberté sera un fait réel.

On nous objectera que l'ouvrier, en offrant son travail, peut en marchander le prix et, si les conditions qu'on lui propose ne lui conviennent pas, refuser ses services.

Sans doute ! Avec cette différence pourtant : on ne peut guère rester plus d'un jour sans manger. L'ouvrier qui vit au jour le jour peut donc refuser un salaire de famine pendant vingt-quatre heures, après quoi il doit l'accepter.

Pour le patron, au contraire, il s'écoulera des jours, des semaines, des mois avant que le manque d'ouvriers le réduise à la faillite et de la faillite à la faim. A part cette légère diffé-

rence, les ouvriers et le patron sont ÉGAUX devant la fameuse loi de l'offre et de la demande sur laquelle nous reviendrons.

De la position qu'occupent le travail et le capital, il résulte donc que les détenteurs des capitaux, soit qu'ils les prêtent ou les fassent fructifier eux-mêmes, réclament, pour les services que leurs capitaux rendent à la production générale, une rente quelconque leur permettant d'accumuler à leur profit les richesses dues aux efforts combinés du travail et du capital et de vivre ainsi dans une oisiveté plus ou moins complète, ce qui est contraire à ce principe de justice économique : Puisque chacun consomme, chacun doit aussi produire.

Aussi les travailleurs, après avoir produit ces capitaux, doivent encore en payer l'intérêt, la rente, de sorte qu'ils n'ont qu'une partie des fruits de leur travail, qu'on appelle salaire, et que le reste va, sous les noms de bénéfices, dividendes, intérêts, etc., grossir la poche de ceux qui font travailler.

Voyons maintenant ce qui détermine la part revenant au travail, à l'ouvrier, au salarié, et celle revenant au capitaliste, à l'entrepreneur, au patron !

Les capitalistes répondent : C'est la loi de l'offre et de la demande, contre laquelle il est

inutile de se révolter, puisqu'elle est une loi naturelle.

Nous acceptons cette réponse, mais avec la réserve suivante : Comme ce sont les capitalistes qui ont entre les mains toute la puissance sociale, ce sont eux qui font la loi de l'offre et de la demande, de sorte que les travailleurs doivent nécessairement subir la loi du plus fort : c'est donc, en définitive, le capital qui fixe le prix du travail, qui détermine les salaires.

Telle est la situation qui est faite à la classe ouvrière ; en disant que le travail est l'esclave du capital, nous sommes dans le vrai.

\*  
\* \*

Si nous vivions sous un système d'équilibre économique, c'est-à-dire qu'au moyen d'une organisation quelconque du travail on puisse constamment établir une statistique de la marche des différentes industries, de l'offre et de la demande, l'état prospère d'une industrie n'entraînerait jamais aucun danger pour son avenir et pour ceux qu'elle fait vivre. Tous seraient ainsi tenus au courant des besoins de la consommation, du nombre des bras déjà employés dans cette production, et sauraient ainsi où il est avantageux de porter son activité,

tandis qu'au contraire chacun croit trouver son profit dans une surabondance de bras. Les fabricants calculent qu'en occupant un plus grand nombre d'ouvriers, et par conséquent en livrant à la consommation d'autant plus de produits, ils augmenteront le chiffre de leurs bénéfices; c'est, en effet, ce qui arrive pour quelque temps; mais les produits dépassent bientôt les besoins de la consommation, qui impose alors aux fabricants les conditions qui lui plaisent. Les travailleurs, de leur côté, attirés vers cette industrie par des salaires supérieurs, croyant ainsi relever leur condition, se jettent en masse sur cette industrie. L'abondance des bras les oblige bientôt à abaisser leurs exigences, les salaires baissent, et une partie d'entre eux sont obligés d'aller tenter de travailler dans d'autres contrées où la vie semble plus facile, et celles-ci perdent à leur tour leur prospérité.

Tombée à ce point, une industrie ne se soutient plus qu'en produisant dans un but unique de spéculations inondant le marché de produits inférieurs; il suffit alors d'une crise, politique ou économique, ou simplement de quelques mauvaises spéculations, pour, en peu de temps, plonger toute une population ouvrière dans une affreuse misère.

Cette phase de progrès et de décadence, peu d'industries ne l'ont pas connue. C'est là une des caractéristiques de notre régime capitaliste.

Tant que l'équilibre entre la production et la consommation n'est pas établi, une industrie n'est pas dans un état normal, et l'on peut dire que c'est ce qui a lieu continuellement.

Des spéculations financières et mercantiles provoquent aujourd'hui une surabondance de travail, demain, le caprice d'un spéculateur peut arrêter court cette période et provoquer une crise industrielle.

Il ne reste plus alors aux ouvriers qu'à contrecarrer les calculs des spéculateurs.

C'est ce qui s'est produit, depuis longtemps, dans les pays où l'industrialisme s'est le mieux développé, où les relations entre le capital et le travail, entre le patronat et les ouvriers, se sont le plus accentuées. Dans ces pays, les ouvriers ont répondu à la guerre économique que leur faisaient les patrons, par la défense énergique de leur droit à l'existence.

La grève, ce fruit, non pas, comme les économistes bourgeois se plaisent à le dire, du caprice des ouvriers, ou des provocations de meneurs, mais d'un état de choses basé sur l'antagonisme des forces économiques, faisant

son apparition, oblige souvent le patronat à compter avec les ouvriers. Mais, des luttes stériles apprirent bientôt aux ouvriers que, même lorsqu'ils avaient obtenu des patrons quelques améliorations, les fruits de ces luttes leur étaient bientôt enlevés faute de pouvoir les défendre contre des empiétements nouveaux. C'est que, de même que le capital fait une guerre continuelle au travail, afin d'en extorquer tout ce qu'il peut, de même les capitalistes se font la guerre sur le marché général. Le capital tendant logiquement, dans notre société individualiste absolue, à se concentrer toujours davantage en un nombre de mains de plus en plus restreint, le gros capital doit manger le petit, et cette concurrence se fait en définitive au détriment du travail qui doit tout payer.

Toutes les déclamations ont été faites par les doctrinaires, économistes bourgeois et autres, contre la grève, « *cette plaie sociale qui démoralise l'ouvrier, aigrit les relations entre patrons et ouvriers, etc.* » Nous n'avons pas à réfuter ici les tirades sentimentales de gens intéressés à conserver l'ordre de choses actuel ; ce que nous devons faire, nous ouvriers, c'est de rechercher si réellement la grève est la conséquence de l'état de guerre économique

dans lequel nous vivons, et, enfin, si elle peut apporter un changement à notre position.

L'on admet bien qu'un patron a le droit de refuser du travail à un ouvrier qui ne produit pas assez de bénéfices, en un mot on accorde parfaitement au patron le droit de grève vis-à-vis de l'ouvrier, et, de fait, il en use largement; mais, par une contradiction flagrante, ce droit que l'on accorde facilement au patron, on le refuse à l'ouvrier. Un ouvrier refusant d'accepter du travail à des conditions qui ne lui conviennent pas, est un fainéant, un propre à rien : s'il se met en grève, c'est un révolutionnaire, un anarchiste.

Et cependant la grève n'est, en réalité, comme nous le disions plus haut, que la conséquence de l'état économique dans lequel nous vivons.

De l'antagonisme existant entre le capital et le travail, il résulte forcément que tous deux cherchent, chacun de son côté, à obtenir une part plus grande de la production, le capital sous forme de plus-value, le travail sous forme de salaire, d'où la guerre continuelle, inévitable.

La grève est donc l'aboutissant logique de cet état de guerre qui met aux prises capital et travail. Que ces deux éléments soient unis,

---

PARIS. — IMPRIMERIE CHARLES BLOT, 7, RUE BLEUE.

---



## PETITE BIBLIOTHÈQUE ÉCONOMIQUE

- |   |      |
|---|------|
| 1. — Les Conditions du travail chez les ouvriers en instruments de précision de Paris. <i>par Paul Delesalle.</i> . . . . . | » 15 |
| 2. — Aux Travailleurs. — La Grève! . . . . .  | » 10 |
| 3. — Les Syndicats ouvriers et les Anarchistes (sous presse) . . . . .  | » 10 |
| 4. — La Grève Générale (sous presse). . . . .   | » 10 |
- 

### CHANSONS

- |  |      |
|--|------|
| La Carmagnole avec les couplets de 1793. 1869, 1883, etc. . . . .                      | » 10 |
| L'Internationale; Crevez-moi la sacoche; Le Politicien, <i>de E. Pottier</i> . . . . . | » 10 |
| Ouvrier, prends la machime; Qui m'aime me suive; Les Briseurs d'images. . . . .        | » 10 |
| La Chanson du Gas; A la Caserne; Viv'ment, brav' Ouvrier, etc. . . . .                 | » 10 |
| J'n'aime pas les sergots; Heureux temps; Le Drapeau rouge. . . . .                     | » 10 |

Le cent : 4 fr. 50; l'exemplaire, par la poste : 0 fr. 15.

---

### Publications du GROUPE des E. S. R. I.

- |  |                         |
|--|-------------------------|
| Les Anarchistes et les Syndicats . . . . .   | » 20                    |
| Le Rôle et les formes de la propagande socialiste, <i>par P. Lavroff</i> . . . . . | » 20                    |
| La Commune de Paris et la notion de l'Etat, <i>par Michel Bakounine</i> . . . . .  | » 10 <i>franco</i> » 15 |
| La Scission socialiste . . . . .   | » 10 — » 15             |
| Anarchie et Communisme, <i>par Cafiero</i> . . . . .                               | » 10 — » 15             |
| Les Endormeurs, <i>par Michel Bakounine</i> . . . . .                              | » 10 — » 15             |

Les autres sont épuisées.

---

### A LIRE

- Les Temps Nouveaux, 140, rue Mouffetard.  
 Le Libertaire, 15, rue d'Orsel.  
 L'Aurore, 142, rue Montmartre.  
 La Revue Blanche, 23, boulevard des Italiens.  
 L'Humanité Nouvelle, 15, rue des Saints-Pères.
-